En attendant l'indépendance ?

Projet autonomiste à La Réunion et formation de cadres dans les pays socialistes

Lucette Labache

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20703>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.20703

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2017

Pagination : 355-378

ISBN : 978-2-7132-2688-5

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Lucette Labache, « En attendant l'indépendance ? », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 226 | 2017, mis en ligne le 01 avril 2019, consulté le 01 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20703> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.20703

En attendant l'indépendance ?

Projet autonomiste à La Réunion et formation de cadres dans les pays socialistes

Au début des années 1960, commence à La Réunion une « guerre froide » miniature, avec comme principaux protagonistes Paul Vergès qui fait de l'autonomie interne le mot d'ordre du Parti communiste réunionnais (PCR) et Michel Debré, Premier ministre du général de Gaulle, député de La Réunion et chef de file de la droite locale, qui prend position pour l'assimilation du département à la Métropole. Cet antagonisme entre deux visions politiques a eu des conséquences peu connues. D'un côté, les dirigeants du Parti communiste, soucieux de former des cadres pour soutenir le futur État autonome, encourageant des jeunes Réunionnais à partir étudier dans les Républiques socialistes. De l'autre, le dirigeant de la droite met en œuvre le programme de la départementalisation en transformant une île sous-développée en un département moderne. Le Bureau pour le développement des migrations dans les départements d'Outre-Mer, BUMIDOM, filière de migration vers la Métropole ouverte en 1963, offre des perspectives d'évolution professionnelle et sociale à des milliers de jeunes. Ainsi, deux systèmes s'affrontent et se confrontent sur le terrain réunionnais, socialisme et capitalisme, autonomie susceptible de déboucher sur l'indépendance et autonomie à caractère assimilationniste. L'enjeu idéologique et stratégique est de taille, celui du processus de « départementalisation adaptée », qui peut être interprété comme une recolonisation pour contrer le projet sécessionniste vergésien.

Comment le PCR envisageait-il alors le projet autonomiste et sur quels cadres comptait-il s'appuyer pour l'édification du futur État ? Quelles ont été les réactions des porteurs du projet assimilationniste de départementalisation ? La filière d'études en URSS et dans les pays socialistes mise en place dès le début des années 1960 et les anciens étudiants l'ayant empruntée sont au cœur des analyses de cet article et permettent d'appréhender les relations nouées entre le PCR et l'URSS, ainsi que les transformations intervenues dans le projet et dans ces relations pendant plus de trente ans.

Jusqu'alors, la circulation des étudiants réunionnais en direction des pays socialistes n'avait pas donné lieu à une étude scientifique. Gilles Gauvin

(2000 : 79)¹ mentionne bien l'arrivée des premiers de ces étudiants à Moscou dans son analyse du PCR sans cependant se pencher sur eux. Une recherche était nécessaire. Entreprise en 2012, date du lancement du programme ÉLITAF², nos sources reposent sur différentes publications portant sur la création du PCR et les transformations de sa conception de l'autonomie, dont un ouvrage fondamental pour notre propos, *D'une île au monde*, où sont retranscrits les entretiens que Paul Vergès (1993) a accordés à Brigitte Croisier : on peut y suivre la formation politique du *leader* du PCR, les conditions de la création de ce parti ainsi que le cheminement de sa pensée quant à l'autonomie et aux évolutions politiques de La Réunion. La revue *Témoignages*, organe du PCR, constitue une autre source importante, et plusieurs blogs spécialisés, notamment ceux de Paul Vergès, de Bruny Payet, et de Jean-Baptiste Ponama, ont été étudiés. Dans les archives privées des anciens étudiants qui ont pu être consultées, figurent notamment des photographies, des notes manuscrites relatant des faits qui ont marqué leur séjour (sous forme de journal intime), des pièces administratives en russe attestant de leur inscription à l'université, des diplômes, des mémoires de fin d'étude, des lettres reçues des amis ou de la famille, des listes de noms de Réunionnais faisant partie d'une même promotion ou rencontrés pendant le séjour. Vingt entretiens semi-directifs, qui constituent les sources d'informations principales, ont été menés avec des anciens étudiants formés dans différents pays de l'ancien bloc soviétique, en premier lieu l'URSS où ont séjourné seize d'entre eux (quinze à Moscou et un à Kichinev), suivie de la République démocratique d'Allemagne (trois) et de la Roumanie (un). Ces étudiants sont arrivés dans ces pays entre 1964 et 1980 et ont étudié la médecine, l'agronomie, la physique, les mathématiques, les lettres et langues étrangères.

Le groupe des vingt interviewés n'a pas pu être comparé à l'ensemble des anciens étudiants formés en URSS et dans les pays de l'Est, et ne prétend donc pas être « représentatif », mais il permet cependant d'appréhender quelque peu la diversité des parcours et des expériences. Les femmes y sont relativement nombreuses (huit), plus sans doute que dans l'ensemble des étudiants réunionnais partis à l'Est. Âgés de 18 à 24 ans lorsqu'ils sont partis pour leurs études, ils proviennent de différentes communes parmi les plus grandes de La Réunion. Dix ont été médecins au moins un moment ; les relations d'interconnaissance ont bien fonctionné dans ce groupe. Parmi ceux-ci, cinq ont connu une migration internationale pour raison professionnelle au Togo, au Congo, au Bénin et en Côte-d'Ivoire ; un médecin ayant

1. G. GAUVIN (2000 : 79) note : « Les études des Réunionnais à Moscou payées par l'URSS ne sont pour le PCR que l'affirmation d'une solidarité internationale. »
2. Le programme ÉLITAF « Élités africaines formées en URSS et dans les pays de l'ancien bloc soviétique. Histoires, biographies, expériences » était un programme « thématique » de la Fondation Maison des sciences de l'homme, lancé par le Réseau international Afrique Monde (RIAM), et réalisé avec le soutien de l'IRIS (Institut de recherches interdisciplinaires sur les enjeux sociaux).

exercé au Togo est devenu bibliothécaire à La Réunion. Sept autres interviewés ont été professeurs de collège (physique, mathématiques, allemand) ; on compte aussi deux institutrices et un employé administratif à la mairie de SL³. Au moment de l'entretien, ils résidaient en majorité à La Réunion (quatorze), quatre en France métropolitaine, un à Moscou et un au Bénin.

Plusieurs anciens étudiants contactés, en majorité des hommes (huit sur douze), n'ont pas voulu participer à l'enquête. Ils ont justifié leur refus par le fait que l'évocation des souvenirs de cette période estudiantine ravivait trop de blessures, en raison notamment des difficultés d'adaptation en terre soviétique, du racisme subi, du manque de soutien et de solidarité des Réunionnais entre eux. Parmi ces non-répondants, quelques-uns ont échoué dans leurs études et ont quitté prématurément les terres socialistes ; ils sont devenus éducateurs, aides-soignants ou commerciaux dans le privé. Ils sont assez souvent déclassés, à l'exemple d'une ingénieure agronome devenue institutrice, d'une médecin qui, après avoir exercé au Togo dans sa spécialité et divorcé entretemps, est devenue aide-soignante à Évry, ou encore d'un diplômé en médecine qui, arrivé en Métropole, ne se sentait « plus l'énergie et le courage » pour reprendre une formation et qui a fini par travailler comme infirmier psychiatrique dans la région de Lille. Ils considèrent leur période estudiantine comme « le pire moment » de leur vie. Les rancœurs contre le PCR, qui leur avait fait miroiter un brillant avenir, étaient toujours tenaces plusieurs décennies après leur retour au pays.

Il n'est actuellement pas possible de donner le nombre précis d'étudiants réunionnais formés en URSS et dans les différents pays socialistes⁴. À partir de nos recherches, nous avons pour le moment pu identifier précisément 153 anciens d'URSS ou d'autres pays du bloc socialiste ; ce chiffre est provisoire et sera, selon toute probabilité, revu à la hausse, la recherche se poursuivant. Selon les données statistiques du ministère de l'Enseignement de l'URSS, entre 1967-1968 et 1974-1975, période de la plus grande affluence, on comptait chaque année au moins 15 étudiants réunionnais en URSS, parfois 30. Selon les recherches menées par Constantin Katsakioris aux Archives d'État de la Fédération de Russie (GARF) à Moscou, les diplômés des seules universités soviétiques (cadres politiques exclus) seraient assez peu nombreux (52 entre 1960 et fin 1989).

Paul Vergès et le mouvement communiste à La Réunion

C'est en 1947 qu'émerge l'idée de la création d'un mouvement communiste à La Réunion, devenue l'année précédente un département français d'outre-mer, après avoir longtemps été une colonie. Des « instructeurs » sont envoyés

3. Les noms des communes sont anonymes pour éviter l'identification des interviewés.

4. Les archives de Paul Vergès n'étaient pas encore accessibles lorsque la recherche a été menée ; elles devraient être prochainement remises aux Archives départementales de La Réunion.

dans l'île par le Parti communiste français, et la Fédération de La Réunion du PCF est créée le 30 novembre 1947. À partir de ce moment, un homme politique, Paul Vergès⁵, se distingue en contestant la départementalisation (Chaudenson 2007). À la sortie de la guerre durant laquelle il était engagé dans les Forces françaises libres, après un passage à La Réunion, Vergès arrive à Paris et devient, à 22 ans, permanent politique à la section coloniale du PCF au sein de laquelle il a la charge des questions des départements d'outre-mer. Pendant les deux séjours qu'il effectue à La Réunion en 1953 et 1954, il prend connaissance de la situation politique générale de l'île, caractérisée de fait par le maintien du cadre colonial et l'insignifiance du progrès économique et social malgré le changement intervenu dans le statut. Ces constats l'autorisent à prendre ses responsabilités : « À mon retour à Paris, j'ai fait part de mon analyse aux camarades du PCF et exprimé mon souhait de revenir à La Réunion. En tant que Réunionnais, j'estimais avoir des chances de réussir là où les autres avaient échoué dans leur mission » (Vergès 1993 : 179). Aussi revient-il définitivement dans l'île en 1954 où il devient journaliste à *Témoignages*, puis directeur, et poursuit désormais son combat politique. Avec un discours virulent contre l'État, Paul Vergès s'impose progressivement sur la scène politique. Il est élu conseiller général à Saint-Paul, puis député en 1956 sur la liste du PC intitulée « Union pour la défense des ouvriers et des planteurs ». Face à la montée des idées communistes, le gouvernement nomme un nouveau préfet pour La Réunion, Jean Perreau-Pradier, avec pour unique consigne de mettre un frein à cette progression. Selon Eugène Rousse⁶ :

La volonté du pouvoir est de maintenir à La Réunion un régime colonial. Outre le recours à la violence sous toutes ses formes, les moyens mis en œuvre pour atteindre

5. Né en 1925 à Oubône en Thaïlande, fils de Raymond Vergès, médecin et homme politique considéré comme un des « pères de la départementalisation », et frère de Jacques Vergès, Paul Vergès fait ses études secondaires au Lycée Leconte-de-Lisle de Saint-Denis de La Réunion, avec un passage au Lycée Louis-le-Grand à Paris durant un an, obtient le baccalauréat en 1942. À partir de 1947, Paul Vergès commence une longue carrière politique qui s'étale sur plus de soixante années : d'abord comme permanent du PCF à Paris puis à la Réunion comme conseiller général, député, maire, député européen, conseiller régional, vice-président du Conseil régional, président du Conseil régional, sénateur et doyen du Sénat ; il est présent au niveau local, national et international. Au cours des deux dernières décennies, son combat était centré sur l'autonomie énergétique de La Réunion et la lutte contre le réchauffement climatique. Il est décédé le 12 novembre 2016 à Saint-Denis-de-la-Réunion.
6. E. Rousse, instituteur puis professeur, élu local de la ville du Port proche du PCR, érudit local, mémoire vivante, a été et continue d'être un interlocuteur précieux pour l'avancement de cette recherche. Il a été un observateur privilégié de la constitution de la filière, connaît personnellement des anciens étudiants qui lui ont fait part de leurs diverses expériences quant aux conditions de leur départ, de leur séjour dans les pays de l'Est, de leur insertion sociale ou professionnelle et de leur engagement ou non en politique.

ce but consistent à priver les Réunionnais de la possibilité de choisir leurs élus, de leur enlever le droit d'exprimer leurs opinions par des manifestations⁷.

La fin des années 1950 marque un tournant. Le Parti communiste français encourage désormais les Réunionnais à fonder leur propre parti, propose son aide pour y parvenir et, dans une logique de décolonisation, incite les dirigeants à prendre position en faveur de l'indépendance de leur île. Le 18 mai 1959, la Fédération réunionnaise du PCF est dissoute, et le PCR est créé avec Paul Vergès comme secrétaire général. Le nouveau parti veut être un « instrument décisif entre les mains des travailleurs et du Peuple Réunionnais pour leur libération du joug colonial », et réclame « pour les Réunionnais le droit de gérer eux-mêmes et démocratiquement leurs propres affaires », déclare la Une du journal *Témoignages*, le 19 mai 1959.

L'initiative d'une redéfinition des liens politiques avec la France n'est pourtant pas nouvelle, puisque des femmes, affiliées au mouvement démocratique, avaient fondé en 1958 l'Union des femmes réunionnaises (UFR) qui réclame ouvertement l'autonomie pour l'île, avant même la création du PCR.

L'autonomie démocratique et populaire devient la revendication fondamentale du PCR qui s'oriente vers une « voie réunionnaise », à savoir la souveraineté des Réunionnais sur leur territoire. À la fondation du PCR, Elie Hoarau, qui sera député de La Réunion à l'Assemblée nationale à trois reprises, secrétaire général du PCR en 1993 où il succède à Paul Vergès, remarque que :

la création du PCR poursuivait les objectifs suivants ; mettre fin aux séquelles du régime colonial et réaliser véritablement l'Égalité prévue par la loi de 1946, mais qui n'était toujours pas réalisée. Mais la revendication du PCR, dès sa création était aussi le droit des Réunionnais de diriger leur pays : c'était le programme de l'autonomie. Avec le PCR est née une véritable conscience réunionnaise, qui a fédéré toutes les composantes de notre société ; composantes souvent opposées les unes aux autres, exploitées les unes par les autres dans les conditions atroces de l'esclavage, de l'engagisme, de la colonisation. Les communistes ont été les premiers à reconnaître l'existence du peuple réunionnais ; son identité, sa langue, sa culture, son histoire⁸.

Autonomie ou indépendance ?

L'autonomie voulue par le PCR était axée sur la possibilité pour ce département insulaire de s'administrer librement en votant ses propres lois, tout en restant dans le cadre prédéfini de l'appartenance à la France. Le PCR précisait alors que sa revendication politique portait sur une « autonomie interne » et se défendait de toute idée d'indépendance qui ne « correspond pas aux

7. E. Rousse, « Quelques moments forts à ne pas oublier », *Témoignages*, 5 mai 2009.

8. E. Hoarau, « Changer de cap », *Témoignages*, 6 octobre 2012.

conditions historiques ni aux aspirations actuelles de notre peuple »⁹. Cependant, ses adversaires de la droite républicaine, parmi lesquels le sénateur Repiquet, Paul Moreau (maire de Bras Panon), Pierre Lagourgue (conseiller général de Saint-Benît), demeuraient plutôt sceptiques sur l'intention réelle de Vergès et le soupçonnaient de viser, sans l'affirmer, la rupture totale des liens avec la France. Pour eux, l'autonomie n'était qu'une étape avant l'édification d'un État réunionnais indépendant qui ne relèverait plus de la France. Selon Norbert Dodille (2008 : 191), la droite accusait le PCR de « vouloir en réalité et secrètement, l'indépendance ». Ce rejet du projet autonomiste n'était pas seulement le fait de la droite : les socialistes affichaient leur fidélité au cadre départemental, à l'instar d'Albert Ramassamy (2001), figure importante de la fédération locale du Parti socialiste, qui se montrait enthousiaste et reconnaissant envers les progrès apportés par la départementalisation mais exprimait sa sidération concernant le projet vergésien :

Les communistes revendiquaient alors une autonomie et Vergès sort un petit livre intitulé *La Réunion de demain* dans lequel il donne sa vision de l'avenir. Il réclame une assemblée délibérante locale, un exécutif local et la France comme puissance coopérante. Pour nous, cela était inconcevable. Je suis, à ce moment-là, membre du syndicat des instituteurs, et je vois passer des motions qui dénoncent le colonialisme français dans l'Océan Indien. Je me dis : comment est-ce possible de tenir un tel discours alors que l'on est en train de construire des classes et qu'on en ouvre presque 50 à chaque rentrée. C'est alors que nous constituons un petit groupe et que le PCR devient ouvertement notre adversaire¹⁰.

Au sein même du PCR, une aile radicale reprochait à Paul Vergès d'être trop timoré et de valider une situation de néocolonialisme dans laquelle le pouvoir central restait maître des décisions. Selon ce groupe, la fin de la tutelle de la France ne pouvait être confirmée qu'à travers l'indépendance. Jean-Baptiste Ponama (1923-1993), l'un des animateurs de ce courant, était enseignant et syndicaliste formé à l'Institut Lénine. Expulsé de La Réunion vers la métropole à la suite de l'« ordonnance Debré », il rompt avec le Parti après quinze années de militantisme au PCR et fonde le Mouvement pour l'Indépendance de La Réunion (MIR) en 1980¹¹.

Dans l'Océan Indien, les îles voisines de La Réunion s'étaient engagées avant elle dans le processus de décolonisation. L'île Maurice obtient l'autonomie dès 1964 et devient indépendante de la couronne britannique en 1968. La Grande Île, indépendante en 1960, proclame avec l'accession au pouvoir de Didier Ratsiraka en 1975, l'avènement de la deuxième République et la naissance de la République démocratique de Madagascar. Dans une volonté de rupture totale avec l'ancienne puissance coloniale française, le nouveau

9. <<http://www.autonomiahazi.eu/la-reunion-un-produit-de-la-colonisation-mais-avec-des-droits-et-des-aspirations-legitimes/>> (blog pour l'autonomie en pays basque).

10. A. Junot, « Albert Ramassamy : l'émancipation c'est la départementalisation », 21 mars 2016, <<http://archives.clicanoo.re/spip.php?article515698>>.

11. Blog de Jean Baptiste Ponama, <www.jean-baptiste-ponama.re>.

régime revendique la voie socialiste de développement et initie une filière de migration intellectuelle pour la formation des cadres dans l'ancien bloc soviétique (Blum 2011). Le processus de décolonisation concerne aussi d'autres territoires ultramarins, à l'exemple de la Nouvelle Calédonie (Graff 2012) qui, encouragée par le PCF, se lance dès 1946 dans un combat contre la domination française (Trépiéd 2013).

Les autres départements ultramarins, portés par ce souffle de révolution insulaire, veulent à leur tour négocier des accords politiques avec la France. Dès 1963, les responsables des partis communistes guadeloupéen et martiniquais (Césaire 1955) qui s'inspirent du modèle cubain pour mener leur combat contre la France, et ceux du PCR, signent un accord qui réclame la décolonisation et l'autonomie¹². La position commune des DOM se renforce au fil des années puisque les uns et les autres se voient cheminer vers un destin politique commun en trouvant un consensus sur leurs relations avec la France et la vision de leur avenir. Les 16, 17 et 18 août 1971, les partis et organisations autonomistes de La Réunion, de la Guyane, de la Guadeloupe et de la Martinique, réunis en convention à Morne-Rouge (Martinique), réclament l'autonomie pour les quatre départements d'outre-mer. Paul Vergès, qui est le rapporteur de cette convention, donne lecture de la déclaration finale :

Les peuples des quatre territoires de La Réunion, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique, constituent par leur cadre géographique, leur développement historique, leurs composantes ethniques, leur culture, leurs intérêts économiques, des ENTITÉS NATIONALES, dont la réalité est diversement ressentie dans la conscience de ces peuples : en conséquence, nul ne peut disposer d'eux, par aucun artifice juridique : ce sont ces peuples eux-mêmes, qui démocratiquement et en toute souveraineté détermineront leur destin¹³.

Chaque futur État autonome prévoit de mettre en place une assemblée délibérante, un exécutif et un organe de coopération. Son budget de fonctionnement proviendra des impôts directs et indirects ainsi que des emprunts et compte sur une contribution financière de la France, au titre de réparation des trois siècles de colonisation.

Dans la perspective de formation d'un État : le programme autonomiste du PCR

À La Réunion, le programme initial de l'autonomie interne établi en 1959, affiné en 1975 dans le « Plan de survie pour La Réunion », puis dans les textes de revendication de l'« Autonomie démocratique et populaire » en 1977

12. La Guyane est absente de cette rencontre ; elle s'associera par la suite aux revendications des autres DOM.

13. <<http://www.montraykreyol.org/article/paul-verges-rapporteur-de-la-convention-du-morne-rouge-pour-lautonomie-des-4-dom>>.

et enfin, en avril 1981, dans le programme « Autonomie pour La Réunion » (Vergès 1993 : 184), détaille les lignes directrices de l'émancipation. S'inspirant des modèles des pays communistes, il clame cependant son indépendance vis-à-vis de Moscou ; « Nous n'avons jamais eu à prendre des positions de fidélité indéfectible à l'Union Soviétique », écrit Paul Vergès (*ibid.* : 188). Le corps des idées était bâti autour du credo de la responsabilisation, et selon Paul Vergès (*ibid.* : 131-206), seule l'autonomie fondée sur un projet socialiste permettait de sortir l'île de son sous-développement en transformant profondément la société réunionnaise.

Au niveau politique, il s'agissait de mettre en place une gouvernance interne afin que les Réunionnais eux-mêmes prennent la responsabilité de la gestion de leur île grâce à des projets adaptés, et non en appliquant des décisions prises par « Paris ». Le PCR tenait à marquer son opposition à la France à travers le langage utilisé, la désignation des lieux et des hommes. Ainsi La Réunion est présentée comme un « pays » ou une « entité nationale », clairement distincte de la puissance coloniale et de ses habitants, voire comme un « peuple » dont l'« identité réunionnaise » propre réclame le droit de disposer de lui-même (Chane Kune 1993).

Sur le plan économique, l'autonomie recherchée par le PCR prévoyait de mettre fin au régime foncier et au monopole industriel et commercial grâce à des réformes audacieuses. Face à la détresse sociale, l'autonomie devait s'attaquer prioritairement à la misère identifiée par le mauvais état de santé d'une grande partie de la population, la malnutrition, l'analphabétisme ou l'habitat insalubre grâce à une lutte contre les inégalités. Pour combattre l'absence de formation, le programme en matière d'éducation ambitionnait la construction d'infrastructures scolaires et la scolarisation massive.

Le programme culturel visait un changement de mentalité à travers des mouvements de contre-dépendance. Les héritages historiques concernant l'esclavage et la résistance à l'esclavage tout comme le système de l'engagisme devaient être valorisés et servir de modèles pour affronter l'oppresser ; la figure du rebelle représenté par celui qui refuse l'ordre établi fut largement utilisée et instrumentalisée par le PCR. Les productions culturelles littéraires et artistiques émanant des Réunionnais devaient être mises à l'honneur. Le créole accédait au statut de langue et n'était plus considéré comme un patois ; dans le domaine musical, le séga et le maloya devenaient des marqueurs culturels et non plus du folklore. Et le 20 décembre, jour de l'abolition de l'esclavage à La Réunion, prenait valeur d'événement fondateur et devait être institué en « Fête réunionnaise de la liberté », selon la proposition du PCR.

L'autonomie devait ainsi déconstruire, petit à petit, les mécanismes d'aliénation que vivaient les Réunionnais au quotidien et les libérer des séquelles mentales induites par la colonisation et l'assimilation. S'appuyant sur la psychologie du colonisé analysée par Frantz Fanon (1952), Albert Memmi (1957) ou Octave Mannoni (1950), le PCR dénonçait l'humiliation subie par

les Réunionnais du fait de la domination française ; par conséquent, la sécession devait induire un sentiment de fierté et de complétude chez le Réunionnais. Bref, c'était en quelque sorte un homme nouveau que voulait former le PCR en insistant sur les notions de dignité, respect et responsabilité que devaient s'approprier les Réunionnais.

Enfin, sur le plan diplomatique, La Réunion ambitionnait d'entretenir des relations avec les pays du Nord (Europe), de développer et renforcer son insertion régionale parmi les pays du Sud de l'Océan Indien (Sermet 2002). Dans le même temps, des projets de coopération étaient prévus avec les pays du bloc socialiste, envisagés comme alternative au système capitaliste. La manière d'avancer vers une société socialiste réunionnaise était de former des élites dans les pays socialistes, seul moyen de s'affranchir de l'hégémonie culturelle française.

La contre-offensive de la Métropole et le parachutage de Michel Debré

En pleine Guerre froide, l'importance grandissante du PCR inquiétait à la fois au niveau local et dans les sphères du pouvoir central. La prise de conscience de la position géostratégique de La Réunion, alors seule base française dans l'Océan Indien, et du « danger » de sécession, entraîna les autorités françaises à réagir pour éviter aux DOM de suivre la voie indépendantiste des pays anciennement colonisés par la France. Le Parti communiste faisait « peur » (Ève 1992). Le combat contre le PCR est alors incarné par Michel Debré qui se donne les moyens juridiques de combattre les velléités autonomistes par la promulgation le 25 octobre 1960 de l'ordonnance n° 60-1101, avec pour objectif de réprimer toute contestation comme en Algérie, et d'éloigner par l'exil les fonctionnaires accusés de « troubler l'ordre public ». L'article 1 précise : « Les fonctionnaires de l'État en service dans les DOM dont le comportement est de nature à troubler l'ordre public peuvent être, sur la proposition du préfet et sans autre formalité, rappelés d'office en Métropole »¹⁴. Sont alors expulsés de la Réunion, par une mutation d'office et immédiate vers la Métropole, onze fonctionnaires, cadres syndicaux et politiques, enseignants connus pour leur militantisme autonomiste.

Pour faire barrage au PCR, Michel Debré envisage de s'implanter sur le terrain politique réunionnais. Aux élections législatives de novembre 1962, qui se déroulent dans un climat de violence accompagné de fraudes, Paul Vergès est battu par Gabriel Macé. Il dépose un recours et les élections sont annulées. De nouvelles élections partielles sont organisées et Michel Debré, en quête d'une représentation nationale depuis son échec aux législatives en Indre-et-Loire, accepte d'être candidat à La Réunion à la demande de la droite locale. Le programme de Michel Debré promet une « départmentalisation adaptée », synonyme de « développement » et de « progrès »,

14. *Journal Officiel de la République française*, 18 octobre 1960, p. 9483.

tandis que Paul Vergès vante la « puissance du modèle soviétique », cite Cuba et le Vietnam en exemple et appelle à « l'émancipation du peuple réunionnais » afin de mettre en place les conditions d'une « société socialiste » (Gauvin 1999). Le 5 mai 1963, Michel Debré est élu député avec 80,75 % des voix dans la première circonscription. Paul Vergès, qui ne remporte que 15,95 % des suffrages, dénonce les fraudes massives qui ont entaché ces élections et dépose une nouvelle requête qui est rejetée. L'ancrage politique de Michel Debré dans l'île devient pérenne puisqu'il est réélu régulièrement pendant 25 ans et demeure député jusqu'en 1988, tout en étant maire d'Amboise et conseiller général d'Indre-et-Loire. Cette élection à La Réunion fut maintes fois l'objet de railleries dans la presse satirique nationale ; le PCR abondait dans le même sens et l'analysait comme une expression évidente du néocolonialisme.

Grâce à son influence au sein du gouvernement et à ses réseaux multiples, Michel Debré, qui avait pour ambition de faire de La Réunion une « vitrine de la France dans l'Océan Indien » (Debré 1994), lance un programme de grands travaux qui dote l'île d'infrastructures modernes : rénovation des installations portuaires, aéroportuaires, construction d'écoles, d'hôpitaux ou de logements, résorption de l'habitat insalubre, électrification et tracage des routes (Schérer 1980). Comme le souligne Éveline Combeau-Mari, « Michel Debré, placé à la tête du gouvernement français (1959-1962) puis comme député de La Réunion (1963-1988) est un acteur décisif de la modernisation du département » (2003). En 1963, il crée le BUMIDOM, une filière de migration de travail qui propose à des milliers de ressortissants des DOM des perspectives d'insertion socio-professionnelle en Métropole¹⁵. La mise en place de cette filière répondait principalement à trois objectifs : amorcer la transition démographique, fournir de la main-d'œuvre aux entreprises et institutions métropolitaines et empêcher les jeunes de rejoindre le mouvement autonomiste afin d'affaiblir le PCR¹⁶. Les déplacements de plusieurs milliers de Réunionnais, en quête d'un travail en Métropole furent combattus par le PCR ; depuis la fin des années 1960, alors qu'environ 5 000 jeunes quittent leur île chaque année, « Vivre et travailler au pays » devient le slogan contestataire (Labache 2008).

Quant au *leader* du PCR, il subit de nombreuses attaques. L'organe du PCR, *Témoignages*, est saisi à de nombreuses reprises car non seulement les articles relayaient les combats anticolonialistes dans l'île ainsi que ceux se déroulant dans les pays alentour, mais aussi « autonomie » était le maître-

15. Il s'agissait de fournir de la main-d'œuvre, notamment aux usines de montage de voitures, d'électroménager ou agroalimentaires et, pour les femmes, dans les emplois de service à la personne.

16. Il y eut d'autres déplacements dont on ne parlait pas alors, notamment le déplacement de plus de 1 600 enfants réunionnais abandonnés ou non, entre 1963 et 1982, et immatriculés de force par les autorités françaises à la Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales, dans le but de repeupler les départements métropolitains victimes de l'exode rural, notamment la Creuse, mais aussi d'autres départements du sud de la France.

mot qui en structurait ouvertement le discours. Paul Vergès est même emprisonné en 1966 et doit répondre à des accusations d'atteinte à la sûreté de l'État ; le procès se termine par un non-lieu le 6 mai 1968.

Autonomie contre assimilation : la formation des étudiants dans les pays socialistes

Tandis que Michel Debré accentuait ses actions en faveur de l'assimilation (Combeau 2007), le PCR s'attachait à préciser le projet autonomiste, et se rapprochait de l'URSS en établissant des liens avec le Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) ; en 1961, il envoyait des responsables pour des séjours de formation à l'École des cadres du Parti à Moscou. La formation des futurs cadres était soutenue grâce aux bourses octroyées au PCR au titre de la formation des jeunes¹⁷. En effet, La Réunion, considérée alors comme un pays en lutte pour son indépendance, bénéficiait davantage d'aides financières pour accélérer le processus de décolonisation que les États déjà indépendants.

C'est dans ce contexte que la filière politique de migration qui envoya des jeunes Réunionnais vers les pays de l'ancien bloc de l'Est pour y faire des études supérieures a pu se développer¹⁸. La plupart des vingt interviewés ont suivi cette filière et sont partis directement de La Réunion. Sept d'entre eux sont d'abord passés par la Métropole parmi lesquels quatre avaient suivi leurs parents expulsés sur le territoire métropolitain par l'« ordonnance Debré ». Les trois autres ont d'abord étudié en Métropole, puis sont allés dans les pays de l'Est par l'intermédiaire du PCF. Ces anciens étudiants sont issus des classes supérieures (cinq enfants de notables), ou surtout moyennes (douze) — avec un père employé dans des fonctions administratives, instituteur ou petit commerçant —, plus rarement enfants d'ouvriers (trois).

Ces étudiants ou leurs parents étaient proches du PCR, impliqués dans ses activités en qualité de sympathisants ou de militants actifs. Leurs témoignages à propos de la découverte de l'engagement du PCR, des idées communistes, tout comme du départ en URSS et de ses motivations, sont éloquentes. Ainsi, Thierry Z.¹⁹, né dans une famille de classe moyenne, qui a été envoyé à Moscou pour suivre des études de mathématiques de 1966 à 1971, raconte

17. Les recherches à venir permettront d'apporter des précisions sur les liens établis par le PCR avec le PCUS et avec l'URSS ; les archives du PCR n'étaient pas accessibles lors de la mission réalisée en décembre 2014 et janvier 2015.

18. Dans les entretiens réalisés à l'occasion de cette recherche, deux étudiants mentionnent des amis antillais arrivés en URSS par le biais des partis communistes martiniquais et guadeloupéen. Cependant, il n'existe pas, à notre connaissance, d'étude sur la formation d'étudiants guadeloupéens et martiniquais dans les pays du bloc de l'Est.

19. La plupart des interviewés ont demandé l'anonymat, car ils ne « voulaient pas être reconnus dans une île si petite ». D'autres craignaient que leurs propos sur le PCR, leurs critiques virulentes sur Paul Vergès ou d'autres cadres du Parti ne leur causent des difficultés.

comment son père et ses oncles « découvraient les notions d'exploitation, de l'oligarchie dominante, des rapports dominants-dominés, de l'exploitation de la France sur nous les Réunionnais » et partageaient, notamment au retour des *meetings* du PCR, ces idées au cours des repas de famille ou entre voisins.

La figure de Michel Debré en potentat métropolitain de bienfaisance locale servait un peu de repoussoir et a marqué Serge Q., étudiant en médecine à Moscou entre 1967 et 1973.

C'était comme un affront, une atteinte à la dignité. [...] Disons que le pouvoir a tout fait pour empêcher Paul Vergès d'être élu député et de poursuivre vers l'autonomie. Le pouvoir a présenté Debré comme le sauveur de La Réunion. Ce qui me gênait aussi, c'était toute la mise en scène à chaque passage de Michel Debré. Les journaux de droite le montraient avec un petit enfant noir dans les bras et ce fameux député semblait dire : « Regardez, voyez tout ce que je fais pour tous ces bons sauvages. » C'était toujours des représentations négatives des Réunionnais. J'ai bien ressenti cette oppression, cette humiliation. C'est pour cela que je refusais d'aller poursuivre mes études en France.

Lucien P., étudiant de la promotion de 1964, qui a vu son père expulsé de La Réunion par « l'ordonnance Debré », explique que cet événement l'a beaucoup influencé pour partir étudier dans les pays de l'Est : « C'était ma manière à moi de dénoncer l'injustice et la grosse blessure qui ont été faites à mon père. Je cherchais une façon de dire que je n'étais pas d'accord avec la politique française menée à La Réunion. Pour ce faire, il fallait que je quitte la France. »

Antoine F., étudiant en physique de 1964 à 1970, a été, quant à lui, sensibilisé surtout par sa mère qui était membre de l'UFR.

Elle disait toujours qu'il fallait que ça évolue, qu'il fallait relever la tête. [...] Et une façon de dire non à la France, c'était de partir vers l'URSS. Elle-même était allée à plusieurs reprises dans les pays de l'Est pour des réunions ou des congrès. C'était un modèle politique qui me plaisait : c'est comme ça que je m'étais dit qu'il fallait que j'y aille.

D'autres anciens étudiants ont découvert le monde communiste grâce à leurs lectures, notamment à celle de la presse. Jeanne V. lisait quotidiennement *Témoignages* et se familiarisait ainsi avec la politique des pays de l'Est. Cette future étudiante en médecine (1970-1977) raconte qu'au début des années 1970,

Témoignages était le seul journal que je lisais. Il a participé à ma formation. Les injustices y étaient dénoncées et la proposition d'une nouvelle voie me plaisait. [...] C'était aussi un acte de rébellion pour moi, parce qu'à l'époque on était dénoncé au maire si on était communiste ou si on lisait *Témoignages*.

Pour certains autres jeunes, la sympathie pour le mouvement communiste ne constituait pas la motivation principale de leur engagement dans

cette filière d'études. Daniel S., qui a étudié les mathématiques en URSS de 1972 à 1977, raconte que la bourse du Conseil général pour aller étudier à Marseille lui avait été refusée parce que ses parents étaient communistes :

J'ai passé un an à vivoter et à chercher des moyens pour partir, parce que je voulais absolument quitter l'île, voir du pays, avoir une autre expérience. C'est mon père qui par l'intermédiaire de camarades avait entendu que le PCR pouvait aider des jeunes pour faire leurs études, mais pour cela il fallait partir en URSS ou dans un autre pays affilié. [...] Et c'est comme cela que je me suis retrouvé à Moscou.

Une place, à vrai dire plutôt réduite, était faite à la méritocratie dans la filière vers l'Est : des étudiants provenant de milieux défavorisés qui se distinguaient par leurs résultats scolaires ont pu l'emprunter. Ces derniers, qui ne détenaient pas le capital social nécessaire pour approcher directement les cadres du PCR, étaient repérés par un militant ou un responsable de section. Installés dans les quartiers populaires, ils approchaient des élèves brillants, leur donnaient généralement des conseils sur la présentation de soi et leur parlaient de la possibilité d'aller étudier dans les pays du bloc de l'Est. Bernard N., étudiant en physique, explique :

Mes parents sont ouvriers. L'argent était rare. J'avais de bons résultats à l'école. J'étais parmi les premiers. Jean-Baptiste Ponama venait souvent parler aux gens du quartier. Et aux jeunes, dans ce que je me souviens, il nous disait de toujours bien nous présenter. [...] Cela m'avait marqué, son humanisme, son souci que nous ayons de la dignité pour nous. C'est lui qui m'a parlé de la possibilité d'avoir une bourse par le PCR pour aller en URSS. [...] C'est comme ça que je suis parti ; sinon mes parents n'auraient jamais eu les moyens de me soutenir dans les études.

Entretenir la flamme : les visites en URSS des cadres du PCR

Une fois arrivés en URSS ou dans un autre pays socialiste, les étudiants réunionnais devaient, comme tous les autres étudiants étrangers, s'adapter aux codes du pays (Labache 2015). Ils se tenaient informés de l'actualité politique des communistes réunionnais par la lecture de *Témoignages*, par la correspondance avec les amis ou membres de la famille, mais surtout par les visites de cadres du Parti qui venaient en URSS et dans les autres pays socialistes pour participer à des rencontres politiques ou à des séjours de vacances ou de repos au bord de la Volga ou de la mer Noire. Parmi les visiteurs ayant fait le déplacement, sont cités dans les entretiens Paul Vergès lui-même, Bruny Payet²⁰ ou encore Jean-Baptiste Ponama, longtemps considéré comme

20. Né en 1922, Bruny Payet s'est engagé dans les Forces françaises libres, a rejoint l'École navale de Casablanca puis l'École supérieure d'électricité à Paris dont il obtient le diplôme en 1946. De retour à La Réunion, il devient en 1955 co-directeur de *Témoignages* avec Paul Vergès. Membre du Comité central du PCR, il est aussi conseiller général du Port, conseiller régional et porte-parole du Comité local de coordination pour l'autodétermination.

le « ministre des Affaires étrangères du PCR »²¹. Les dirigeants du PCR rencontraient les étudiants, leur apportaient du courrier ou des colis alimentaires (épices, confiture, charcuterie) confiés par la famille et prodiguaient conseils, encouragements et félicitations. Ces rencontres pouvaient constituer un moyen de contrôle sur les étudiants, d'information sur l'évolution de leurs idées politiques ou sur leurs projets lors du retour au pays. Elles donnaient aussi aux dirigeants communistes l'occasion de repérer ceux qui avaient les capacités ou l'ambition de devenir cadres du Parti. Du côté des étudiants, les uns étaient réconfortés par les nouvelles reçues de la famille, tandis que les plus militants affermissaient leur vocation politique et se projetaient dans leur futur rôle. Quelques autres, militants critiques ou futurs dissidents notamment, commençaient à prendre leurs distances vis-à-vis du Parti, du fait de leur propre cheminement ou avec ce qui leur apparaissait comme des arrière-pensées dans certains projets du PCR visant par exemple à les instrumentaliser. Pour manifester leur réprobation, ils refusaient de participer aux rencontres avec les visiteurs de passage.

Lors de ces rencontres organisées sous forme de débats au sein même de l'université, les hommes politiques parlaient de la stratégie du Parti pour contrer la droite et de l'impérieux cheminement vers l'autonomie. Et au fil des années, avec les premiers succès électoraux du PCR, les étudiants pouvaient projeter leur engagement professionnel et politique dans l'avenir de l'île. Pour les cadres du PCR en visite en URSS, c'était l'occasion de rappeler aux étudiants les attentes du Parti à leur égard. Même si Paul Vergès avait été élu député dès 1956, puis conseiller général du Port (1961-1964) et de Saint-Pierre (1970-1976), ce fut son élection comme maire de la ville du Port le 21 mars 1971 qui fut de la plus grande importance pour les étudiants. Symboliquement. Car ce fut elle qui, motivant leurs idées autonomistes, les encouragea à perdurer dans leurs efforts. D'autant que cette même année, les communistes confirmaient leur progression aux municipales avec l'élection de Christian Dambreville à la mairie de Saint-Louis et de Roland Robert, à la tête de La Possession. Par la suite, des élus communistes prenaient la direction d'autres villes, lors des consultations électorales de 1977 et 1983, faisant ainsi du PCR un acteur majeur dans la vie politique réunionnaise.

Les dirigeants communistes tentaient, lors des visites, d'encourager les étudiants réunionnais à s'organiser en association pour « mieux défendre leurs intérêts ». Cependant, ces appels restèrent lettre morte ou n'eurent que des effets passagers et limités. Les étudiants, déplorant la mainmise sur ce projet des cadres du PCR qui voulaient « placer leurs enfants aux postes-clés », firent échec à la création de ce regroupement, marquant ainsi une prise de conscience du traitement différencié réservé aux enfants des cadres ou de la *nomenklatura* familiale. C'est ce qui ressort des propos de Nathalie V., étudiante en langues étrangères, qui a passé quatre années en URSS :

21. C'est ainsi qu'il est mentionné sur le blog « à la mémoire de Jean-Baptiste Ponama », <www.jean-baptiste-ponama.re>.

Ce projet d'association pour les Réunionnais m'avait ouvert les yeux parce que le président, le secrétaire et le trésorier étaient déjà choisis. C'était bien entendu les enfants des plus hauts cadres qui étaient pressentis pour faire partie du bureau. Et nous, on ne comptait pas. Les choses étaient pliées. Et là j'ai pensé qu'on allait se faire avoir. On en a parlé entre nous. C'est le côté autoritaire, pour ne pas dire dictatorial, qui m'a déçu.

Par contre, explique Xavier F., les Réunionnais, Mauriciens et Malgaches se regroupaient à travers une sorte de fraternité indianocéanique et ont fondé des groupes de loisirs ou de sport appelés « Océan Indien ».

Engagement politique, insertion professionnelle : la double aporie

À la fin de leurs études, la plupart des anciens étudiants des pays de l'Est interviewés sont rentrés à La Réunion, quelques-uns sont partis vers la Métropole tandis qu'une minorité de femmes s'établissaient dans le pays d'origine de leur conjoint, rencontré pendant les études. Leur fierté est aujourd'hui grande d'avoir étudié dans les pays de l'Est, et ils retiennent comme points positifs les gains culturels et intellectuels. Cependant, au retour dans l'île natale, se posait la question de l'homologation des diplômes. Et rares sont les anciens étudiants qui ont pu exercer dans leur domaine de compétences. Les cas de déclassement professionnel ont concerné nombre d'entre eux ; l'insertion professionnelle était cependant facilitée si le jeune diplômé adhérait au Parti et s'investissait activement sur le terrain. Pour avoir refusé de faire allégeance au PCR, certains se sont vus fermer l'accès aux réseaux qui leur auraient permis d'accéder aux postes qu'ils convoitaient.

À partir de 1971, lorsque les communistes ont accédé à la gouvernance locale, les collectivités ont constitué une importante voie d'insertion professionnelle pour les anciens de l'Est. Ceux qui n'avaient pas pu exercer dans le domaine pour lequel ils avaient été formés ont fréquemment été employés dans les mairies à des postes d'administratifs ou de chefs de service. De manière générale, lorsque les conseils général et régional ont été dirigés par la gauche, plusieurs anciens de l'Est ont occupé des postes à responsabilité comme directeur des services ou chargé de mission au sein des collectivités locales. L'actuel co-secrétaire général du PCR, Ary Yee Chong Tchi Kan, établit un bilan flatteur des municipalités conquises par les communistes :

Ce mouvement d'autonomie a remporté de nombreuses victoires et quand nous avons eu des mairies, on a pu développer nos propositions comme la création d'un comité intercommunal possédant « une règle d'unanimité » dans la prise de décision par consensus et non par domination, ou encore la solidarité entre communes, quand une mairie était riche, elle aidait la plus pauvre²².

22. C. Tabou, « Rassembler les Réunionnais », *Témoignages*, 23 février 2015.

Cependant, les autonomistes les plus motivés se sont très vite trouvés confrontés au système politique qui régit tout département français. Comment les anciens de l'Est se sont-ils approprié les idées « sécessionnistes » lorsqu'ils ont exercé des responsabilités électorales aux postes de conseiller général, conseiller régional, adjoint au maire ou encore lorsqu'ils ont été cadres dans les collectivités de gauche ? À cette question récurrente, il leur a fallu indubitablement trouver des réponses et des moyens originaux pour l'applicabilité des objectifs autonomistes. Face à l'épreuve de la réalité, Xavier F. explique : « Bien sûr, j'ai soutenu les idées autonomistes. Mais après quand on est en place, la marge de manœuvre est très faible. Nous sommes dans un système français. Le socialisme appliqué en tant que tel, ce n'était pas possible. Là, on avait les mains liées. »

Il a aussi fallu trouver des stratégies spécifiques afin de concrétiser les idées défendues pour aboutir à une sorte d'autonomie négociée. Le sport, la culture et la condition des femmes ont représenté les domaines où les anciens de l'Est ont pu le mieux capitaliser leurs acquis. Ainsi, Gérard C., qui a travaillé à la mairie de Saint-Louis où il était en charge des questions sportives, s'est appuyé sur sa passion et sur ce qu'il a observé lors de son séjour à Moscou :

Je me suis beaucoup intéressé au sport, disons à la façon dont les Russes poussaient les jeunes vers le sport. [...] Proposer le sport au plus grand nombre, surtout dans les activités extra-scolaires, c'était mon objectif. D'ailleurs, si on regarde les communes communistes depuis les années 1970, c'étaient les premiers à favoriser la construction des infrastructures sportives. Les jeunes s'investissaient beaucoup dans le sport et remportaient des médailles. Les idées sur le sport me viennent directement de mon expérience en Russie. J'ai encouragé les jeunes à la compétition. À la mairie, je présentais des dossiers pour les compétitions internationales. J'étais très heureux lorsque d'autres équipes venaient ici.

Ce fut le cas en juillet 1974, lorsque l'équipe de Roumanie²³, championne du monde de handball, disputa quatre matches contre l'équipe de France à La Réunion ; diverses organisations communistes se sont alors associées pour organiser cette compétition dans l'île.

Le monde de la culture devenait le cadre d'exercice privilégié pour la promotion des idées d'émancipation et du sentiment de fierté d'être Réunionnais. La lecture des auteurs engagés, le théâtre, la musique, la valorisation de la langue créole ou des produits artisanaux s'imposaient comme des ressources fondamentales dans cette conquête de la dignité. Alain D., ancien enseignant ayant dirigé le service culturel à la mairie de SP, explique que la culture était l'élément moteur de cette prise de conscience :

Par exemple, dans la bibliothèque municipale, j'encourageais à la lecture des auteurs des pays de l'Est, des revues du tiers-monde, des journaux communistes. J'ai mis à l'honneur des pièces de théâtre sur l'opprimé, la lutte pour les droits sociaux.

23. M. Marchal, « Les champions du monde de handball à La Réunion », *Témoignages*, 4 janvier 2008.

J'aimais aussi faire connaître des auteurs réunionnais engagés comme Boris Gamaleya et Marc Kichenapanaïdou qui a écrit *L'ouvrier Réunionnais* ou Zistoir Kristian qui faisait réfléchir sur le BUMIDOM. J'aimais aussi les héros de révolte : Toussaint Louverture, les esclaves marrons. Je me suis attaché à promouvoir tout cela. C'était ma modeste contribution. Même si l'autonomie n'a pas eu lieu, je me dis qu'il y a eu une autonomie dans les têtes.

Pour Antoine F., la voie vers l'autonomie à laquelle les femmes devaient participer pleinement, passait aussi par l'adoption d'une nouvelle carte mentale et ce, à travers un mouvement de valorisation et de progrès. De son séjour étudiant à Moscou, il retient que :

Ce qui m'a le plus frappé, c'était la situation des femmes, surtout dans les postes élevés. Déjà, à l'université même, les femmes étaient en nombre égal à celui des hommes. Ces sociétés de l'Est misaient beaucoup sur les femmes. Elles n'étaient pas des subalternes comme dans d'autres pays. Quand je suis rentré à La Réunion, je me suis dit qu'il fallait que les femmes suivent ce modèle. [...] Par exemple, j'encourageais les femmes à faire de la politique, à militer pour elles-mêmes pour être présentes sur une liste pour les municipales, pour devenir adjointe ou conseillère. J'ai aussi dit aux femmes qu'il fallait qu'elles progressent et qu'elles pouvaient utiliser la formation pour réussir. Il y a des jeunes filles qui ont suivi mes conseils et qui plus tard m'ont remercié.

Une autonomie impossible ou comment le projet a été abandonné

Au cours de leurs études, et plus particulièrement à partir de l'année 1975, plusieurs des anciens de l'Est ont commencé à prendre leurs distances avec le PCR. Les désaccords portaient non seulement sur le projet autonomiste, mais aussi et surtout sur les privilèges dont bénéficiaient les enfants de quelques cadres²⁴, le goût immodéré pour le pouvoir de certains dirigeants et les difficultés d'insertion professionnelle de ceux qui étaient revenus à La Réunion. Les retours d'expérience que les pionniers échangeaient avec ceux qui étudiaient encore à l'Est n'étaient pas toujours positifs, et ces derniers en voulaient aux dirigeants du PCR de ne pas les aider de manière efficace. Les dirigeants du Parti étaient critiqués pour ne pas avoir anticipé les problèmes d'accès au travail avec des diplômes russes. Le retour au pays des étudiants n'en était que plus amer avec l'épreuve du déclassement. Obligés d'accepter un travail qui ne leur convenait pas, les jeunes formés à l'Est tenaient le PCR pour responsable de leur déconvenue, de leur échec d'insertion et d'avoir formulé un projet politique illusoire.

Même si des sympathisants du PCR continuaient de croire en l'autonomie (Robert 1976), les Réunionnais nourrissaient des craintes quant au changement du statut juridique de leur île, d'autant que la dépendance à la Métropole,

24. Parmi ces privilèges, les personnes interviewées citent le logement en dehors de la cité universitaire ou les vacances passées dans d'autres lieux que ceux proposés par l'université.

renforcée par les « années Debré » produisait *de facto* une situation d'hétéronomie (Médéa 2005) caractérisée par un « développement ambigu » avec une « économie sous perfusion », selon l'expression de l'anthropologue Jean Benoist (1983). Ceci n'œuvrait plus en faveur des autonomistes dès lors identifiés comme des aventuriers qui voulaient faire basculer l'île dans une situation risquée dans laquelle aucun des enjeux vitaux tels que la sécurité alimentaire ou la stabilité politique n'était assuré.

Le cadre stabilisateur de la République était approuvé par la plupart des Réunionnais, et ces derniers se montraient de plus en plus critiques envers les apprentis-sorcières communistes. Les exemples de déstabilisation politique basés sur des coups d'État récurrents ou de violentes révoltes sociales venant de Madagascar ou des Comores et souvent cités par les départementalistes, donnaient aux Réunionnais une image assez effrayante de la décolonisation (Droz 2006). L'indépendance leur apparaissait comme synonyme de souffrance, de baisse du niveau de vie ou de « misère noire des années 1960 », alors que le cadre départemental était rassurant, gage d'une stabilité globale qui protégeait la population contre toutes les dérives politiques dangereuses. Michel L., de retour à La Réunion, note :

L'autonomie qui me paraissait une idée juste est devenue soudain impossible, car l'île était trop petite, les ressources naturelles rares, une population qui explose. D'autant plus qu'en cinq ans, beaucoup de choses avaient changé. Les gens n'étaient plus prêts, et la politique de Michel Debré avait déjà fait son œuvre. L'assistanat était déjà bien présent et les gens rêvaient de la France. Si vous parliez d'autonomie à des Réunionnais, ils vous traitaient de fous, de malades mentaux. Ils disaient : « Michel Debré a développé La Réunion, il a fait des écoles, des routes. L'autonomie va nous apporter la misère. C'est grâce à la France que La Réunion est développée. L'autonomie va nous faire faire un bond en arrière. » Quand j'ai entendu cela, et toutes les critiques virulentes contre Paul Vergès et le PCR, cela m'a ouvert les yeux, je me suis dit qu'ils avaient raison.

Même si l'idée d'un État autonome avait participé aux idéaux de leur jeunesse, les anciens de l'Est qui se sont éloignés du PCR avouent leur amertume et leurs désillusions lors de la confrontation avec les réalités humaines, politiques, économiques du pays ayant transformé l'autonomie en une idée impossible à réaliser.

À l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand, une politique de « rattrapage » proposant l'alignement progressif de l'égalité sociale entre la Métropole et les DOM, aboutit à des progrès décisifs dès 1986. Un net infléchissement apparaît en ce qui concerne les désirs de changement statutaire. Un des principaux dirigeants du PCR, Bruny Payet, écrit sur son blog : « Les espoirs que nous avions à l'époque n'ont pas été réalisés », signifiant ainsi que le projet de structuration d'un État autonome s'est soldé par un échec. Même si dans les années 1970 la légitimité de Paul Vergès était devenue évidente, l'autonomie s'était éloignée des souhaits des Réunionnais en même temps que l'île s'insérait de plus en plus profondément dans le projet républicain

de la France. D'un côté, les progrès obtenus dans la valorisation de la culture ou à propos de l'évolution de la situation des femmes avaient constitué des avancées tangibles, mais restaient largement insuffisants pour (re)fonder un projet politique, d'un autre, l'égalité sociale « obtenue » décrédibilisait encore plus toute idée d'autonomie politique. Les Guyanais ou les Martiniquais en ont la même représentation : près de 80 % de ces Domiens, lors du référendum local du 10 janvier 2010, ont rejeté l'idée de passer au statut de collectivité d'Outre-mer dotée d'une organisation particulière tenant compte de ses intérêts propres au sein de la République. Selon André Oraison, professeur de droit, l'éventualité d'une telle consultation reste fortement improbable à La Réunion, et les changements statutaires pourraient concerner tous les DOM et TOM, sauf ce département de l'Océan Indien qui reste figé dans son statut juridique de 1946 ; avec la révision constitutionnelle de 2003 « la catégorie des DOM pourrait très bien se réduire à brève échéance au seul département de La Réunion » (Oraison 2004 : 108).

Ceci n'était pas pour décourager Paul Vergès (1993 : 147) qui, une trentaine d'années après avoir lancé le mot d'ordre historique d'autonomie, constatait :

Des critiques surgissent de tous les milieux : milieux agricoles qui défendent le maintien des filières contraires au Traité de Rome, chefs d'entreprise qui réclament une protection de leur production ou encore fonctionnaires et assimilés qui veulent conserver des avantages hérités de la période coloniale et contraires au droit commun français. Chacune de ces revendications a de fait un caractère autonomiste, juste ou pas.

C'est dans cet esprit qu'a été pensée la nécessité d'opérer des infléchissements mêlant réalisme et utopie pour essayer de tendre vers une sorte de fonctionnement autonome adapté et qu'a aussi été élaborée la substitution du programme sécessionniste par celui de l'« Égalité et (du) développement » (1990)²⁵ plus adapté, selon le *leader* communiste, à l'évolution politique tant au niveau national que local. Si les communistes soutenaient la politique gouvernementale sur l'égalité, ils demeuraient néanmoins critiques quant aux notions d'assimilation et d'intégration qui remettaient en question les spécificités de l'île.

Fort de cette expérience réaliste et pragmatique, le vieux *leader* du PCR pouvait enfin reconnaître « la faillite des expériences de l'Est européen et de l'URSS » (Vergès 1993 : 211) et la nécessité de se distancier du « dogme marxiste » sans rompre pour autant avec l'empreinte historique de ses choix. En tenant compte des mécanismes qui avaient conduit à l'effondrement politique du bloc de l'Est, il préconisait de s'adapter aux évolutions de l'histoire en s'appuyant sur l'héritage des luttes passées afin d'élaborer un projet de société dans laquelle l'idéal communiste serait toujours d'actualité. Et lorsque

25. Pour P. VERGÈS (1993 : 148-149) le déploiement de ce programme ferait de La Réunion un pays où la notion de développement serait compatible avec celle de l'égalité.

Paul Vergès (*ibid.* : 151) déclarait : « On ne peut rêver de faire de La Réunion un îlot de socialisme. Nous sommes intégrés à notre environnement, à l'Europe, au système capitaliste. Nous devons donc en connaître tous les mécanismes et essayer d'agir de l'intérieur pour influencer la marche des événements », renonçait-il à l'idéal de toute une vie rivée sur l'autonomie politique pour La Réunion (Rioux 2007), ou revendiquait-il toujours, dans la continuité politique qui était la sienne, la reconnaissance des spécificités insulaires réunionnaises ?

Réseau interdisciplinaire Afrique Monde (RIAM, FMSH), Paris.

BIBLIOGRAPHIE

BENIAMINO, M.

1999 « De l'interprétation publique de la réalité à l'Île de La Réunion », *Le Journal des Anthropologues*, 79 : 115-137.

BENOIST, J.

1983 *Un développement ambigu. Structure et changement de la société réunionnaise*, Saint-Denis, FRDOI.

BLUM, F.

2011 « Madagascar 1972 : l'autre indépendance. Une révolution contre les accords de coopération », *Le Mouvement Social*, 236 (3) : 61-87.

CÉSAIRE, A.

1955 *Discours sur le colonialisme*, Paris, Présence Africaine (2^e éd).

CHANE KUNE, S.

1993 *Aux origines de l'identité réunionnaise*, Paris, L'Harmattan.

CHAUDENSON, R.

2007 *Vergès, père, frères et fils. Une saga réunionnaise*, Paris, L'Harmattan.

COMBEAU, Y. (DIR.)

2007 *La Réunion et l'Océan Indien : de la décolonisation au 21^e siècle*, Paris, Les Indes Savantes.

COMBEAU-MARI, E.

2003 « Les premiers équipements sportifs à La Réunion : une politique de l'État (1956-1971) », *Staps*, 61 (2) : 25-37.

DEBRÉ, M.

1994 *Trois républiques pour une France. Mémoires, Combattre toujours 1969-1993*, t. 5, Paris, Albin Michel.

DODILLE, N.

- 2008 « Revues réunionnaises des années (mille neuf cent) soixante-dix », *e-France : an on-line Journal of French Studies* : 189-208, <hal-01172344>.

DROZ, B.

- 2006 *Histoire de la décolonisation au XX^e siècle*, Paris, Éditions du Seuil.

ÈVE, P.

- 1992 *Île à peur. La peur redoutée ou récupérée à La Réunion des origines à nos jours*, Saint-André de La Réunion, Océan Éditions.

FANON, F.

- 1952 *Peau noire, masques blancs*, Paris, Éditions du Seuil.

GAUVIN, G.

- 1999 « Michel Debré et La Réunion : la force des convictions jacobines », *Revue Française d'Histoire d'Outre-mer*, 324-325 : 259-291.
2000 « Le parti communiste de La Réunion (1946-2000) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 68 (1) : 73-94.

GRAFF, S.

- 2012 « Quand combat et revendication kanak ou politique de l'État français manient indépendance, décolonisation, autodétermination et autochtonie en Nouvelle-Calédonie », *Journal de la Société des Océanistes*, 134 : 61-83.

LABACHE, L.

- 2008 « La mobilité des jeunes réunionnais », *Agora débats/jeunesses*, 50 (4) : 22-32, <www.cairn.info/revue-agora-debats-jeunesses-2008-4-page-22.htm>.
2015 « Deux Réunionnais à Moscou », in M. DE SAINT MARTIN, G. SCARFÒ GHELLAB & K. MELLAKH (dir.), *Étudier à l'Est. Expériences de diplômés africains*, Paris, Karthala/FMSH : 145-159.

MANNONI, O.

- 1950 *Prospero et Caliban. Psychologie de la colonisation*, Paris, Éditions Universitaires.

MÉDÉA, L.

- 2003 « La construction identitaire dans la société réunionnaise », *Journal des Anthropologues*, 92-93 : 261-281.
2005 « Hégémonie et hétéronomie : les conséquences du processus d'occidentalisation à travers la départementalisation. Repenser l'identité dans une situation pluriculturelle », in L. LABACHE, L. MÉDÉA & F. VERGÈS (dir.), *Identité et société réunionnaise. Nouvelles perspectives, nouvelles approches*, Paris, Karthala : 169-203.

MEMMI, A.

- 1957 *Portrait du colonisé*, Paris, Payot.

Oraison A.

- 2004 « Quelques réflexions sur l'article 72-3 de la loi fondamentale de la V^e République introduit par la loi constitutionnelle du 28 mars 2003 concernant les DOM-TOM », *Les Cahiers d'Outre-mer*, 225 : 101-108.

Ramassamy, D.

- 2001 *Un engagement pour l'île de La Réunion : sur la vie de mon père*, Paris, Éditions Opéra.

Rioux, J.-P.

- 2007 « La décolonisation, cette histoire sans fin », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, 96 (4) : 225-234.

Robert, M.

- 1976 *Combats pour l'autonomie à l'île de La Réunion*, Paris, IDOC-France, L'Harmattan.

Schérer A.

- 1980 *La Réunion*, Paris, PUF.

Sermet, L.

- 2002 « L'Océan Indien : la difficile intégration dans l'espace régional », *Revue française d'Administration publique*, 101 (1) : 149-156.

Trépiéd, B.

- 2013 « La décolonisation sans l'indépendance ? Sortir du colonial en Nouvelle-Calédonie (1946-1975) », *Genèses*, 91 (2) : 7-27.

Vergès, P.

- 1993 *D'une île au monde. Entretiens avec Brigitte Croisier*, Paris, L'Harmattan.

RÉSUMÉ

Au début des années 1960, s'affrontent à La Réunion deux visions et deux groupes politiques avec comme principaux protagonistes Paul Vergès qui fait de l'autonomie interne le mot d'ordre du Parti communiste réunionnais, PCR, tout récemment fondé, et Michel Debré, Premier ministre du général de Gaulle, député de La Réunion et chef de file de la droite locale, qui prend position pour l'assimilation du département à la Métropole. Le projet du PCR s'inspire du modèle de société mis en place dans les pays socialistes ; dans ce contexte, est ouverte une filière de formation permettant à de jeunes Réunionnais, appelés à jouer un rôle majeur dans les luttes pour l'accession au nouveau statut juridique souhaité par les communistes, d'aller étudier en URSS et dans les pays de l'ancien bloc de l'Est. S'appuyant principalement sur une enquête par entretiens auprès d'anciens étudiants passés par cette filière, ayant occupé des emplois à La Réunion, en Métropole, dans des pays d'Afrique ou encore en Russie, cet article s'attache à retracer le contexte dans lequel se sont développées les revendications politiques et les stratégies du PCR, ainsi que la réaction du pouvoir central et pour finir l'abandon du projet autonomiste. Il s'attarde notamment sur les

trajectoires parfois sinueuses, l'insertion professionnelle souvent difficile et les engagements des jeunes cadres partis en URSS et dans les pays de l'Est, en faveur de l'autonomie ou au contraire de l'adhésion au statut départemental.

ABSTRACT

Waiting for Independence ? The Autonomist Project in Reunion Island and Higher Education in Socialist Countries. — In the early 1960s, two political visions oppose one another in Reunion Island with two famous protagonists: Paul Vergès, who made internal autonomy the watchword of the recently founded Communist Party of Reunion, the CPR, and Michel Debré, Prime Minister of General de Gaulle, Member of Parliament for Reunion, and head of the local right-wing party who struggled for the department's assimilation within France. The CPR project is inspired by a model of society established in socialist countries. In this context, educational opportunities were made available for young people from Reunion who were asked to play an important role in the struggle for the new, autonomous legal status supported by the communists, and pursued their studies in the USSR and in the countries of the former Eastern bloc. Based mainly on interviews and research with former students of this program who have worked in Reunion, in France, in African countries or in Russia, this article reconstructs the context in which CPR's political demands and strategies were developed, the reaction of the central power structure and finally the abandonment of the autonomist project. The sometimes sinuous trajectories of former students of the Soviet bloc and their difficulties in their professional careers are discussed in addition to their commitment in favour of autonomy or, conversely, of departmental status.

Mots-clés/Keywords : La Réunion, URSS, Paul Vergès, autonomie, départementalisation, étudiants, Parti communiste réunionnais, pays socialistes/*Reunion, USSR, Paul Vergès, autonomy, departmentalization, students, Communist Party of Reunion, socialist countries.*